

**Conseil économique et social**

Distr. générale
22 avril 2020

Original : français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Reprise de la session de 2020
18-28 mai et 5 juin

**Rapports quadriennaux pour la période 2015-2018
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil***

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Action des Chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda	3
2. Association femmes soleil d'Haïti	5
3. Association Mondiale de Psychanalyse du Champ Freudien AMP	6
4. Association PANAFRICA	8
5. Bangwe et Dialogue	8
6. Cercle d'initiative commune pour la recherche, l'environnement et la qualité	10
7. Commission National des Femmes Travailleuses de Guinée - Confetrag/CNTG	11
8. Dynamique des Groupes des Peuples Autochtones (DGPA)	13
9. ONG Hope International	15
10. Parlement africain de la société civile	17
11. Promotion pour le Développement (PROMODEV)	18

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Réseau des Plates Formes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC)	20
13. Solidarité Suisse-Guinée	21
14. SOS Éducation	24
15. Union de l'action féminine	25

1. Action des Chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Au cours de la période concernée par le présent rapport (2015-2018), notre organisation Action des Chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda (ACADHOSHA) a réalisé plusieurs activités qui cadrent avec l'appui au mandat des Nations Unies. Toutes les activités réalisées ont cadré avec les axes stratégiques de travail de la structure :

1. Droits, justice, aide légale et lutte contre la torture ;
2. Environnement, ressources naturelles et développement durable ;
3. Démocratie, transparence et redevabilité ;
4. Sécurité, stabilisation et construction de la paix.

La réussite de ces activités est le fruit de la collaboration permanente et d'un partenariat actif avec : DAI-MESP sous financement de DFID, WWF, KIOS, CCPI, de CORDAID, du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH/MONUSCO), d'Avocats Sans Frontières Belgique, du Centre International pour la Justice Transitionnelle, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Bureau de Bukavu et de la Rainforest Foundation Norway. Le présent rapport retrace donc le résumé de toutes ces activités réalisées pendant quatre ans.

Objectifs

La mission de l'ONG ACADHOSHA est de promouvoir le respect des droits de l'Homme et la gestion durable des ressources naturelles comme véritables sources d'amélioration des conditions de vie des communautés locales et peuples autochtones.

Depuis maintenant 19 ans d'existence, ACADHOSHA poursuit ainsi les objectifs suivants :

- Promouvoir les droits de l'Homme et la jouissance des toutes les libertés publiques garantis par les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux ;
- Promouvoir la participation populaire, la transparence, la redevabilité comme piliers de la gouvernance démocratique ;
- Contribuer à la réponse aux besoins les plus vitaux des personnes affectées par la crise humanitaire, et en priorité les plus vulnérables, grâce à l'amélioration immédiate de leurs conditions de vie ;
- Promouvoir l'égalité des sexes, la participation et l'autonomisation socio-économique de la femme dans un contexte de gouvernance et du développement local.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Action des Chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda (ACADHOSHA) a réalisé les activités suivantes :

- Aide légale en faveur de victimes des violations des droits de l'Homme (27 des violences sexuelles, 19 de torture, deux de discrimination, 41 d'arrestation arbitraire et détention illégale) ;
- La prise en charge holistique de 1507 victimes de formes contemporaines d'esclavage et 813 victimes de torture dans certains sites miniers du Sud-Kivu ;
- Participation à la conférence régionale sur la protection des défenseurs des droits de l'Homme organisée à Kampala par KIOS du 8 au 10 avril 2015 ;
- Campagne de sensibilisation pour l'enregistrement des enfants à l'état civil ;
- Surveillance des conditions carcérales dans la province du Sud-Kivu et le plaidoyer pour l'augmentation de la ligne budgétaire allouée à l'alimentation des détenus au Sud-Kivu ;
- ACADHOSHA a suivi la problématique de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement des minerais provenant des sites contrôlés par les groupes armés au Sud-Kivu ;
- Campagne provinciale sur l'analyse des effets du changement climatique et la mise en œuvre des moyens d'adaptation et atténuation dans le secteur agricole (Cible touchée : 171 membres du gouvernement provincial, 36 élus provinciaux, 208 animateurs des OSC, 24 universitaires, 14 chercheurs et 18 responsables des entités territoriales décentralisées).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- ACADHOSHA participe chaque année à la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ;
- ACADHOSHA participe aux réunions du cadre de concertation du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) avec les organisations de la société civile au Sud-Kivu ;
- ACADHOSHA a participé à toutes les rencontres initiées par la Mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) avec les organisations de la société civile au Sud-Kivu ;
- ACADHOSHA a participé à la conférence de la société civile de la région des Grands Lacs organisée à Entebbe en Ouganda par le Bureau de l'Envoyé Spécial pour les Grands Lacs en 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- ACADHOSHA a le statut d'observateur auprès de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ;
- ACADHOSHA, dans le cadre de la Coalition pour la Cour Pénale Internationale interagit avec cette juridiction pénale internationale dont l'ONU est dépositaire ;
- ACADHOSHA interagit avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à travers deux fonds dont ACADHOSHA est bénéficiaire : Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la

torture (UNVFVT) et le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement / objectifs de développement durable

ACADHOSHA est une organisation qui travaille dans les domaines tendant à réaliser les objectifs de développement durable (ODD). C'est le cas par exemple de l'appui au processus d'élaboration des plans locaux de développement durable ayant la REDD+ comme principal conducteur. Toutes les activités en faveur de la paix et de la stabilisation de la région de l'Est de la République Démocratique du Congo en coupant le lien entre l'exploitation et la commercialisation illicites de minerais qui alimentent les conflits est l'une des initiatives phares mises en œuvre par notre structure pendant cette période concernée par le présent rapport.

2. Association femmes soleil d'Haïti

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Créé en 1997, Association femmes soleil d'Haïti (Asosyasyon Fanm Soley Dayiti) est une association de femmes qui a pour mission de réfléchir et d'agir en faveur d'une société plus équilibrée avec une pleine participation des femmes à la vie sociale, politique et économique. L'association a initié ses activités par un noyau de réflexions sur la problématique de genre. De 1997 à nos jours, l'association a mené différents programmes de formation aux droits des femmes, d'assistance légale aux femmes victimes de violences, de formations au leadership, d'alphabétisation de femmes en partenariat avec le support d'organisations et Institutions comme le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme. Forte de ses expériences et de ses alliances stratégiques avec d'autres organisations de femmes (AFASDA), l'Association femmes soleil d'Haïti poursuit sa mission et perçoit de nouvelles opportunités pour les femmes du Nord et du Nord-Est d'exercer leur plein potentiel et de contribuer efficacement à la reconstruction nationale.

Objectifs

Les objectifs de AFASDA sont de « travailler avec les femmes pour leur développement intégral, le respect de leurs droits, leur participation effective en vue de jeter les bases d'une Société haïtienne juste, solidaire et inclusive ».

Sa finalité est de défendre les droits des femmes contre toutes les formes de violence ; d'encourager la participation des femmes dans la vie politique et citoyenne du pays ; de chercher à améliorer les conditions de vie des membres et aider les femmes à mieux s'organiser afin qu'elles puissent réfléchir et réagir.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Activités de sensibilisation des femmes détenues aux droits des femmes et de la violence faite aux femmes ;
- Publication du message de la Directrice d'ONU Femmes ;
- Communiqué de presse conjoint des Nations Unies sur la thématique ;

- Formation des leaders communautaires des quartiers vulnérables sur la violence faite aux femmes et la masculinité positive. Ministère à la Condition féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF)/Maire/Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;
- Dialogue intergénérationnel avec les jeunes : rôle des jeunes dans la prévention et réponse au viol et sur la masculinité positive Ministère à la Condition féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF)/ONU Femmes/Organisations de femmes/organisations de jeunes ;
- Consultation nationale pour l'amélioration de la prise en charge holistique et multisectorielle du viol des femmes et des filles.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation travaille avec ONU Femmes, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA).

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

AFASDA a renforcé les activistes communautaires, les leaders, les organisations de femmes et les réseaux de femmes en support pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

3. Association Mondiale de Psychanalyse du Champ Freudien AMP

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Association Mondiale de Psychanalyse (AMP) a promu diverses activités dans les différents pays où se trouvent les Écoles qui font partie de l'AMP. L'AMP soutient que la psychanalyse d'orientation lacanienne a un rôle très important à jouer dans les discours de notre temps et que la recherche théorique et clinique rigoureuse menée sous son auspice peut servir à éclairer et comprendre les problématiques actuelles.

Objectifs

L'AMP s'est choisi comme objectif de promouvoir le développement de la psychanalyse dans le monde. Elle fait progresser sa pratique et son étude conformément à l'enseignement de Jacques Lacan, développe des actions de formation et de démocratisation de la psychanalyse. L'AMP veille à ce que la psychanalyse se diffuse dans le monde entier au moyen d'actions éducatives. Elle doit faire connaître les initiatives des différentes Écoles aussi bien en les diffusant auprès des médias, qu'en les soutenant auprès des autorités de santé mentale. Elle impulse dans chacune de ses Écoles, la création de Centres de Consultation gratuits pour que le traitement psychanalytique reste à la portée du plus grand nombre. Elle est attentive à la législation qui concerne la santé mentale dans les différents pays où elle inscrit ses actions.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Le Lacanian Compass, groupe associé à la New Lacanian School, une des sept écoles de l'Association Mondiale de Psychanalyse, plusieurs activités ont eu lieu. Conférences sous le titre : « Dialogues dans la Cité » ; sur les thèmes de : « Violence : La ou les discours défaille » (mai 2018) ; « Violence et Minorités, sa clinique et les considérations légales » (juin 2018) ; « Quelle est la particularité de ses manifestations de violence aujourd'hui ? » (novembre 2018) ; « Art et psychanalyse » (décembre 2018).
- En 2016, il y a eu trois conversations sur la situation du Venezuela et l'Amérique du sud à Houston.
- Forum sur le thème « Désirs décidés de démocratie en Europe » (Turin, novembre 2017). Les actes du Forum ont été publiés dans un livre de la collection Scuola Lacaniana di Psicoanalisi (SLP) intitulé « Desideri decisi di democrazia in Europa » (Rosenberg & Sellier, Torino 2018), ainsi que dans le numéro 37 de la Revue « Mental, Désirs de démocratie », édité en juin 2018.
- Forum L'étranger (Rome, Février 2018). Inquiétude subjective et malaise social dans le phénomène de l'immigration en Europe. 500 personnes ont participé. Ce Forum a bénéficié de la présence active parmi les participants de représentants du Gouvernement et des ONG et une présence importante « d'opinion leaders du monde de la presse italienne ». Les actes de ce Forum seront publiés sur la revue « La Psicoanalisi ».
- Les Discours qui tuent (Bruxelles, Décembre 2018). Ce forum a placé au centre de l'analyse de la montée des populismes l'usage du langage qui les caractérise.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Une série de Forums Européens sur la démocratie ont eu lieu en Europe depuis 2017. L'ouverture de la saison des Forums Européens, lancés par la Movida Zadig et soutenus par la Eurofédération de Psychanalyse, par les Écoles de l'Association Mondiale de Psychanalyse et par les Institutes du Champ Freudien, a représenté une voie privilégiée pour faciliter l'entrée en jeu de la psychanalyse d'orientation lacanienne dans le champ de la politique sur les plus importantes questions cruciales de la civilisation contemporaine. En tant qu'Européens, ces Forums convoquent l'ensemble de la communauté analytique du champ Freudien en Europe, ainsi que l'opinion éclairée locale. Ceci s'est répandu aussi en Amérique.

4. Association PANAFRICA

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

Il est créé en 2006 pour une durée indéterminée et conformément à la loi française du 1er juillet 1901 relatif au contrat d'association une association dénommée Panafrica.

Objectifs

Panafrica n'est pas une organisation politique, ni un groupe de pression mais une association s'inscrivant dans le cadre d'entraide sociale et de réalisation de différents projets sociaux. Dans la poursuite du mandat qu'elle s'est assigné, l'association se préoccupe de respecter les principes suivants : solidarité, assistances et devoirs.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Partenariats pour les événements parallèles avec d'autres ONG au statut ECOSOC.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Participations aux sessions du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ONU a fait dons d'ordinateurs et de kits scolaires pour la réalisation de projets au Togo et au Bénin en 2017 et 2018.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Panafrica contribue au développement de l'Afrique par le biais d'actions sociales et humanitaires, au Togo, Ghana et Bénin notamment. Distributions de fournitures scolaires aux étudiants et mise en place de cybercentre avec des professionnelles pour former et soutenir dans la pratique des outils informatiques. Création de centre de formations pour que les jeunes issues de milieu les plus défavorisés puisse bénéficier d'une formation au Bénin. De plus l'association aide ces enfants à trouver leur premier emploi, en soutenant particulièrement le travail des femmes.

5. Bangwe et Dialogue

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Crée en 1998, Bangwe et Dialogue a été lancé en 1999 au Palais des Nations de Genève où des femmes venant des trois pays concernés, Burundi, République Démocratique du Congo et Rwanda participaient.

Objectifs

L'organisation concourt à encourager et participer aux initiatives de paix et de résolution pacifique des conflits. La principale stratégie reste la mise à contribution des femmes pour qu'elles aient une plus grande place dans la mise en œuvre des politiques visant la paix et le développement durable. La référence aux valeurs traditionnelles compatible avec ces objectifs est une approche spécifique à Bangwe et Dialogue. De même que l'éducation à la paix. Ainsi, l'objectif global visé est la promotion, la protection des droits humains dans tous leurs contenus et thématiques en recourant aux capacités des femmes et des jeunes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les structures de terrain au Burundi et en République démocratique du Congo n'ont pas changé. Au Rwanda, en plus du partenariat avec le Collectif Pro Femme Twese Hamwe et de l'ONG national AVEGA dans la mise en œuvre des projets nous avons encouragé la création d'une nouvelle association dénommée « Rwandan Women New Initiatives ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les membres accrédités auprès de l'Office Des Nations Unies à Genève participent à toutes les activités de l'Office notamment les dates de commémoration, les portes ouvertes, les expositions et les Conférences. Nous faisons pareil pour New York. Nous assurons une contribution appréciée lors des Conférences de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Europe en guise de suivi de Beijing 1995. Au niveau du Comité du Statut de la Femme de Genève, notre organisation préside celle des Femmes Migrantes.

L'organisation participe également à :

- La session annuelle du Conseil des droits de l'homme ;
- L'Organisation mondiale de la santé (OMS) ;
- Aux réunions de contact tenues par ONU Femmes ;
- Aux comités de suivi sur différentes conventions.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Conseil de Sécurité sur tout programme visant la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité ;
- Conseil des droits de l'homme en organisant des « side-events » aux cours des sessions ;
- En répondant aux demandes de contributions diverses venant des partenaires.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

L'accent a été mis sur la lutte contre l'extrême pauvreté à travers le projet de soupe populaire en faveur des enfants vulnérables, les campagnes de lutte contre le VIH/SIDA, la poursuite du projet de bourses d'études en faveur des jeunes victimes des conflits, et l'égalité des sexes.

6. Cercle d'initiative commune pour la recherche, l'environnement et la qualité

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'association dénommée Cercle d'initiative commune pour la recherche, l'environnement et la qualité (CICREQ), créée le 26 novembre 1997, a été formée par un groupe de camerounais autochtones issus du groupe sociologique Mbo, épris de la notion de qualité et des droits humains.

Objectifs

Les objectifs de l'organisation sont les suivants : promouvoir le bien-être des membres ; contribuer à l'émergence du Cameroun ; et défendre les droits de l'homme en général et les minorités en particulier.

Les objectifs de l'organisation sont les suivants : promouvoir la qualité ; promouvoir la recherche ; promouvoir et protéger les droits de l'homme ; protéger les consommateurs et l'environnement ; travailler pour le développement durable et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ; et promouvoir la culture indigène Mbo.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- La formation des membres du CICREQ : durant les quatre dernières années, nous avons organisé chaque année des séances de formations internes à l'intention des membres du CICREQ ;
- Projet d'éducation aux droits humains : conformément au cahier pédagogique conçu par la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés du Cameroun (CNDHL), le CICREQ a renforcé sa formation sur l'éducation aux droits de l'homme ;
- Programme « Emplois jeunes » : nous avons organisé plusieurs stage de formation à l'intention des jeunes sur la création d'emploi et la recherche des financements ;
- Programme qualité et protection des consommateurs : nous avons poursuivi notre collaboration avec le ministère Camerounais de l'industrie pour la normalisation des produits « fait au Cameroun ». La CICREQ a continué sa collaboration avec les ministères du Commerce de notre pays pour lutter contre la vie chère ;
- La gestion de l'environnement : des opérations baptisées « Ville propre » lancées par le délégué du gouvernement auprès de la villa de Douala nous ont permis de gérer les problèmes d'insalubrité dans plusieurs quartiers de la ville de Douala ;
- Campagne d'hygiène et de salubrité : Le CICREQ a profité de la période des vacances scolaires pour lancer une vaste campagne de dératisation dans la ville de Douala.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous avons pris part aux réunions suivantes :

- Assemblée Général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ;
- Évènements de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Il a été créé au sein du CICREQ un groupe de danse dénommée EKALLE-MBOA pour la promotion de la danse Mbo sur le plan national et international. Nous avons régulièrement été conviés aux rencontres de l'OMPI comme organisation autochtone dans les domaines culturels et folkloriques ;
- Réunions sur les droits humains ;
- Le Forum urbain mondial.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le CICREQ a collaboré avec :

- La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
- Le Département de l'information (DPI)
- Le Pacte mondial des Nations Unies

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Nous avons axé nos efforts sur la gestion durable de l'environnement, la promotion des droits humains, la scolarisation des enfants et la promotion de l'auto-emploi.

7. Commission National des Femmes Travailleuses de Guinée-Confetrage/CNTG

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

La Commission National des Femmes Travailleuses de Guinée – Confetrage/CNTG (CONFETRAG) fonde ses activités sur la plateforme d'action de Beijing et les résolutions des instances des Nations-Unies.

Objectifs

La CONFETRAG a pour objectif de :

- Palier au désintéressement des femmes dans les activités syndicales ;
- Promouvoir les droits fondamentaux des femmes dans tous les secteurs d'activités du pays ;
- Encourager les efforts des femmes dans les domaines de l'éducation permanente, la formation continue et de la recherche ;
- Défendre les droits économiques des filles et des femmes ;

- Lutter pour la protection sociale des travailleuses, le soutien à l'enfance et aux déshérités ;
- Lutter contre les violences faites aux femmes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Nos contributions en 2015 :

- Organisation de 12 sessions de sensibilisation de 300 femmes en vue de l'amendement des textes juridiques de la Confédération ;
- Organisation de huit sessions de formation pour 450 femmes du secteur informel sur les thèmes du code de la famille et la protection sociale ;
- Organisation de 12 campagnes de sensibilisation pour 300 femmes et filles en vue de la ratification de la Convention (no. 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques ;
- Organisation de huit campagnes de lutte contre le VIH/Sida pour 1000 femmes ;
- Participation au congrès de l'Organisation des Travailleurs de l'Afrique de l'Ouest à Abuja.

Nos contributions en 2016 :

- Organisation de 18 sessions de formation pour 350 femmes sur les thèmes du leadership Féminin, de la prise de parole en public et des techniques de négociation ;
- Organisation de 12 séances de sensibilisation de 450 femmes et filles sur la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- Organisation de quatre ateliers de formation de 100 femmes du secteur informel sur les techniques de montage des projets ;
- Organisation de 12 campagnes de sensibilisation de 300 femmes pour vulgariser la Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques ratifiée par notre pays.

Nos contributions en 2017 :

- Organisation de cinq ateliers de renforcement des capacités des femmes sur l'audit du Genre ;
- Organisation de huit sessions de sensibilisation de 150 femmes du secteur informel sur la nécessité de création des mutuelles de santé ;
- Organisation de 10 sessions de sensibilisation de 250 femmes sur les violences faites aux femmes ;
- Organisation de cinq ateliers de formation de 125 femmes sur l'autonomisation des femmes.

Nos contributions en 2018 :

- L'organisation à tenue un atelier de renforcement des capacités des femmes leaders sur le thème « Techniques de négociation » ;
- L'organisation à tenue 52 sessions de sensibilisations pour 4500 femmes du secteur informel sur les thèmes du rôle de l'État dans la promotion du secteur

informel en faveur des femmes, de la réalisation des infrastructures et de la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes ;

- L'organisation a tenue quatre ateliers de formations sur les thèmes de la protection sociale en Guinée, de la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- L'organisation a tenu un atelier de formation du comité des jeunes ;
- L'organisation a tenu une session de sensibilisation de 500 femmes sur le VIH/SIDA ;
- Participation au congrès de la CSI au Danemark.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Participation à la 61^e et 63^e session du Conseil économique et social (ECOSOC).
- Participation à la Conférence internationale du Travail de 2015 à 2018.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Coopération avec le Bureau International du Travail.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Les initiatives :

- Une femme présidente du Conseil économique et social ;
- Une femme présidente du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale des Agents de l'État ;
- Une femme vice-présidente de l'Organisation des Travailleurs de l'Afrique de l'Ouest ;
- Une femme membre du Conseil Général de la CSI-Afrique ;
- Respect du quota des 33 %.

Les perspectives :

- Poursuivre le programme de renforcement des capacités ;
- Donner un appui technique et financier aux groupements et coopératives ;
- Atteindre le quota de 50 % de représentativité des femmes au sein des Organisations syndicales ;
- Créer des antennes d'écoute pour les femmes violées ;
- Favoriser les échanges d'expériences.

8. Dynamique des Groupes des Peuples Autochtones (DGPA)

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

La Dynamique des Groupes de Peuples Autochtones (DGPA) est un rassemblement des organisations des pygmées et celles accompagnants les autochtones pygmées établis depuis 2005 constituée de 43 organisations pygmées et celles accompagnants les autochtones pygmées. Elle a été créée dans le but d'assurer un avenir meilleur et la survie de peuples autochtones pygmées en République

démocratique du Congo. Notre stratégie pour y parvenir, consiste à aider le gouvernement et ses partenaires au développement à définir un cadre légal devant assurer la reconnaissance juridique des autochtones pygmées, à pousser pour la reconnaissance et la sécurisation juridique de leurs terres ancestrales et la promotion des savoirs faire et savoirs endogènes et pratiques traditionnelles.

Objectifs

- Veiller à la prise en compte des intérêts, des droits et pratiques traditionnelles des peuples autochtones pygmées dans le processus des réformes et dans la gestion durable des forêts et ressources naturelles ;
- Influencer l'élaboration des politiques affirmatives au profit des peuples autochtones pygmées sur la prise en compte des droits des peuples autochtones pygmées dans la législation congolaise en matière environnementale et forestière ;
- Renforcer les capacités techniques des peuples autochtones pygmées en matière de lobbying et plaider pour la reconnaissance de leurs droits d'accès à la terre et à la jouissance de tous leurs droits ;
- Faciliter l'implication et la participation des peuples autochtones pygmées aux instances des décisions au niveau local, provincial, national, régional et international ;
- Promouvoir la culture et le mode de vie des peuples autochtones pygmées ainsi que leurs savoirs endogènes ;
- Promouvoir les actions visant à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts, leur milieu vital ;
- Contribuer à la réduction de la pauvreté des peuples autochtones pygmées, notamment par la promotion des activités génératrices des revenus issues de la valorisation de leurs ressources forestières et de leurs savoirs traditionnels tout en s'assurant de la durabilité de ces ressources forestières, activités et revenus ;
- Renforcer le plaidoyer de la société civile congolaise au niveau local, national, régional et international pour des questions touchant au mode de vie des peuples autochtones pygmées, aux forêts et aux paiements des services internationaux.
- Promouvoir la cohabitation pacifique intercommunautaire.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Notre organisation contribue énormément dans le travail de l'ONU en produisant des rapports alternatifs auprès des prises organes de traités auxquels notre pays est parti prenantes, mais aussi, à travers nos actions sur terrain visant à contribuer dans l'atteinte des objectifs de développement durable, la protection des forêts tropicales et ses écosystèmes et dans la protection des autochtones pygmées et leurs terroirs ancestraux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous participons aux différentes sessions de l'ONU, notamment les sessions de l'Examen périodique universel (EPU) sur la République démocratique du Congo, sur les sessions du Comité des droits de l'homme à Genève sur la République

démocratique du Congo et dans toutes les conférences de l'ONU sur le climat et la biodiversité.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Notre organisation travaille en étroite collaboration avec les agences de l'ONU notamment le [Programme des Nations unies pour le développement](#) (PNUD), le [Programme des Nations unies pour l'environnement](#) (PNUE), L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) sur les questions autochtones, développement et protection des ressources naturelles.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

La sécurisation des terroirs ancestraux des autochtones, la valorisation des ressources forestières non ligneux pour l'amélioration des conditions de vie des autochtones pygmées, la protection des forêts et ses écosystèmes et afin l'amélioration de l'habitat des autochtones pygmées.

Depuis sa création, notre organisation a beaucoup misé sur la promotion du genre et l'inclusion sociale en utilisant les approches participatives et la vidéo participative. Aujourd'hui la plupart des organes de prise de décision sont pilotés par les femmes autochtones pygmées et au niveau de la base nous remarquons une réelle appropriation des résultats de notre travail par les communautés forestières et bénéficiaires des actions.

9. ONG Hope International

Statut consultatif général : 2011

Introduction

ONG HOPE International est active dans des actions opérationnelles de développement en Afrique, Asie et Europe et au Madagascar, Union des Comores, le Congo, le Gabon et la Birmanie. Elle travaille sur des actions de plaidoyer, auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et des agences de l'ONU. Elle est active dans la promotion des droits de l'homme, dans la formation et la mise en place de moyens dans ce domaine. Elle participe activement sur le Droit au développement. Elle est le partenaire principal pour la mise en place opérationnelle de la « Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés de l'Union des Comores »

Objectifs

Elle agit en partenariat avec des organisations locales afin de développer l'activité professionnelle. Elle a une action sur le respect des droits de l'homme auprès des populations et des dirigeants. Elle participe à l'équipement médical. Elle veille à l'éducation et à la promotion des femmes et à l'accès à des métiers rémunérateurs. Elle assiste des États lors des Examens Périodiques Universels.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Elle est active auprès d'agences spécialisées et du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH). Sa division culture a reçu le patronage de la Commission Suisse pour l'[Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture](#) (UNESCO). Elle prend la parole devant l'Assemblée Générale sur les sujets liés à la jeunesse, à l'éducation et au développement. Dans le cadre des Nations Unies, elle travaille avec des États lors d'interventions de ceux-ci, lors de la définition de projets d'envergure et dans des projets de formation. L'ONG est un membre très actif du NGO Working Group on Human Rights Education and Learning. Elle anime, lors de sessions du CDH des actions de formation, appuyé par des États. Pour le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, elle a organisé un atelier sur les Droits de la Femme basée sur une nouvelle approche fondée sur l'objectif 4, cible 7 des objectifs du développement durable (ODD). Elle a mis en place des formations de haut niveaux destinés à des responsables ministériels sur la mise en œuvre de politiques de développement par la jeunesse.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les responsables assistent à la totalité des sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH). Rapports écrits (notamment) :

- 1/09/16 CDH 33^e session point 3 à l'ordre du jour ;
- GE.16.15127 (F) 13/09/16 point 3 à l'ordre du jour GE.16.15807 (E) co-écrit par ONG HOPE International ;
- Les représentants ont assisté toutes les sessions du CDH du 2 mars 2015 au 28 septembre 2018 ;
- L'organisation participe au NGO Working Group on Human Rights Education and Learning, par des interventions écrites, orales, participations, dont : Co-sponsor Quatrième phase du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme (18 septembre 2018) ;
- Groupe de travail, les droits de la femme – 8 mars 2018 : « Transforming Lives : The Power of Human Rights Education » ;
- Création d'une exposition itinérante sur les Droits de l'Homme ;
- Mise en place d'action d'information action auprès des jeunes - plus de 14 000 touchés.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Très importantes actions, sous le Patronage de la Commission Suisse pour l'[Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture](#) (UNESCO) :

- Mise en place et fourniture des moyens afin de permettre à la nouvelle Université de Lubumbashi de disposer de moyens d'information, de formation et de recherche ;
- En partenariat avec une fondation Suisse, au Myanmar, la mise en place de bibliothèques mobiles ;
- Création d'une base de recherche documentaire et scientifique destinée à une école supérieure universitaire agricole et agro-alimentaire.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Réalisation des objectifs du millénaire (OMD), avec des organisations locales : échanges, réunions de travail et formations. La stratégie de l'organisation est une politique de « petits pas » auprès de responsables politiques et diplomatiques en tenant compte des particularités culturelles. L'organisation met à disposition sa base d'information sur les Droits de la femme, de l'égalité et du droit à l'éducation. L'objectif central de l'organisation a pour but de permettre de limiter l'immigration du Sud vers le Nord. L'organisation a également pris en considération les attentes de jeunes restés dans le pays.

10. Parlement africain de la société civile

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

Le Parlement africain de la société civile accompagne ses membres aux profils assez différents.

Objectifs

- Promouvoir les droits humains, la démocratie et la bonne gouvernance ;
- Contribuer auprès des Nations Unies et de l'union Africaine à la promotion de la cohésion socio-économique, du développement, de l'environnement, de l'éducation, de la santé et des différents programmes de développements durables ;
- Œuvrer à consolider la paix sociale et toutes ses valeurs par la sensibilisation, le dialogue, et la concertation tout en s'impliquant dans les programmes de lutte contre la pauvreté et toutes formes d'injustices sociales ;
- Accompanyer l'État dans sa quête permanente du bien-être de l'ensemble de sa population et participer aux actions devant permettre le rayonnement de l'image de l'Afrique sur l'échiquier international.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Durant les quatre dernières années, l'organisation a contribué à relayer les informations jugées importante et autre communication du [Fonds des Nations Unies pour l'enfance \(UNICEF\)](#) sur son site internet. Elle a également fait de même pour les messages à diffuser fourni par le département de l'information. L'organisation a annoncé et sensibilisé par ses canaux de communication, la nécessité de la demande de la demande d'octroi du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) à chaque approche du 1er juin, date butoir pour les candidats.

Nous avons initié une conférence annuelle des ONG africaines dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC). La 1ère conférence a eu lieu du 27 au 29 décembre 2017 à Conakry en Guinée. Elle a réunis 260 Participants venus de 17 pays Africains et de la France. Les 19, 20 et 21 novembre 2018 la deuxième édition s'est tenue à Alger en Algérie sur le thème : « Engager l'Afrique face à la crise migratoire ». La chargée de recherche et expert au sein de la

Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, la commissaire africaine des droits de l'homme et des peuples de l'Union Africaine, le Centre Antiterroriste de l'Union Africaine, la vice-Présidente du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'Union Africaine et bien d'autres membres des institutions africaines et d'Europe étaient présents ainsi que 68 organisations membres dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC). La rencontre s'est tenue en novembre pour nous permettre d'harmoniser notre point de vue sur la question migratoire avant de participer à la conférence des Nations Unies sur le pacte de la Migration qui s'est tenue le mois suivant à Marrakech au Maroc.

L'organisation a été sollicitée et a répondu favorablement pour suivre le processus électoral au Gabon, au Niger, au Tchad, au Bénin, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Nigeria. L'observation du processus électoral dans ces différents pays participe à la promotion de la démocratie en Afrique.

En septembre 2017, l'organisation a organisé en collaboration avec l'Ambassade d'Allemagne au Bénin, la sensibilisation des populations sur la limitation des naissances suivie d'une conférence sur le même sujet.

Le 11 août 2017, l'organisation a regroupé 200 femmes en Côte d'Ivoire à qui elle a donné en six jours une formation sur l'autonomisation des femmes. 15 projets ont été financés grâce à l'apport de nos partenaires afin d'aider les jeunes filles mères issues de cette formation à la création d'activités génératrices de revenus.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- 14-24 mars 2016 : participation à la 60^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW 60) ;
- 5-7 juillet 2017 : Participation à la 7^e session du groupe de travail sur le vieillissement à l'ONU (New York). Participation à la 8^e session du groupe de travail sur le vieillissement à l'ONU (New York) ;
- 22 octobre 2018, Forum mondial des données à Dubaï.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Organisation d'une rencontre sur la migration. Durant cette rencontre, la chargée de recherche et expert au sein de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies a intervenue pour le compte des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

- Participation active au 1er congrès Économique Africain ;
- Formation des femmes aux petits métiers générateurs de revenus ;
- Organisation de campagne pour la limitation des Naissances au Nord du Bénin.

11. Promotion pour le Développement (PROMODEV)

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

La Promotion pour le Développement (PROMODEV) est une organisation à but non lucratif qui intervient dans l'agriculture, l'environnement, l'éducation en milieu rural, l'intégration des jeunes et la promotion pour l'équité du genre. La PROMODEV tire son action dans les valeurs, les exigences et les besoins de l'être humain ainsi que

dans l'exercice de la démocratie participative. La PROMODEV s'inspire de la pensée humaniste qui fait du citoyen et de la citoyenne une personne humaine, égale, en dignité et en droit à tout homme.

La PROMODEV prône un Haïti, prospère, florissante, en paix et intégrée, dirigée par ses citoyens et projetant une image dynamique sur la scène internationale.

La PROMODEV y compte 19911 membres et est gérée par dix coordinations départementales, un conseil d'administration de neuf membres soutenus par 184 professionnels d'horizons différents (agronomes, médecins, ingénieurs, sociologues, économistes, etc.). Elle regroupe 83 Organisations Communautaires de Base (OCB) à travers les 10 départements géographiques d'Haïti. Les femmes représentent 38 % alors que les jeunes représentent 62 %.

Objectifs

Le but de la PROMODEV est de Promouvoir le Développement durable en Haïti. Spécifiquement, elle se fixe des objectifs suivants :

- Contribuer au renforcement de la production agricole nationale et à la sécurité alimentaire ;
- Promouvoir la valorisation de la conservation de la biodiversité et la protection de l'environnement ;
- Contribuer au développement du système éducatif haïtien pour l'épanouissement et le développement personnel de l'homme haïtien et de la femme haïtienne ;
- Travailler dans la lutte contre les risques de désastres naturels et contre les changements climatiques devant conduire à la résilience ;
- Promouvoir l'intégration des jeunes et l'équité dans les secteurs de développement du pays.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La PROMODEV établit et maintient la coopération opérationnelle avec les Nations Unies dans le cadre spécifique de son champ d'action, notamment avec les différentes missions en Haïti comme la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), la Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUSJUSTH) et la nouvelle mission en Haïti appelée Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH). En outre, le Service de communication contribue à la diffusion des messages et des publications des Nations Unies en Haïti. De plus, en vue faciliter l'implication des jeunes dans le développement du pays, la PROMODEV a créé un département de jeunes afin de promouvoir le savoir-faire technique et l'intégration des jeunes avec le projet intitulé « Les Jeunes de la PROMODEV s'engagent pour le développement d'Haïti ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La PROMODEV répond à plusieurs invitations des Nations Unies en vue de prendre part dans diverses rencontres et dans des vidéoconférences surtout avec la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). De plus, la PROMODEV participe aux Conférences des parties (COP) à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La PROMODEV collabore régulièrement avec les agences des Nations Unies spécialisées notamment :

- Membre du Comité National de Pilotage (CNP) du Programme des Petites Subventions (PPS) se conformant aux sections appropriées des directives opérationnelles du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;
- Bureau de la Commission Nationale de L'[Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture \(UNESCO\)](#) / Atelier des jeunes de la PROMODEV sur le développement durable.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

La PROMODEV s'est déjà engagée dans le processus post-2015 dans le cadre des activités liées aux objectifs de développement durable (ODD) en Haïti. Nous essayons d'utiliser l'approche participative en vue d'inciter les citoyens et citoyennes à se regrouper pour la mise en œuvre de projets durables tant sur les plans environnemental, social qu'économique. Il est à signaler également que nous accordions une grande priorité à l'axe gestion des risques de désastre à cause du niveau élevé de risque du pays face aux catastrophes naturelles déjà enregistrées.

12. Réseau des Plates Formes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC)

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

La mission du Réseau des Plates Formes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC) est de soutenir les dynamiques collectives des sociétés civiles en Afrique de l'Ouest à travers le renforcement de leurs plates-formes nationales afin qu'elles contribuent efficacement au développement durable et à la promotion des droits humains.

Objectifs

L'organisation vise un réseau ouest-africain d'acteurs de la société civile, démocratique et ouvert, capable d'influencer la promotion du dialogue politique et institutionnel, les politiques publiques et les stratégies d'intégration en Afrique pour un développement équitable et durable.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- « Contributions Nord-Sud, Sud-Sud, la coopération triangulaire, et les technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour le développement à la mise en œuvre de l'Agenda de développement Après-2015 » adressée au Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies lors de l'événement de haut-niveau ;

- Mise en place d'un groupe de travail de la société civile sur le suivi des ODD en Afrique de l'Ouest.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Participation au panel « Comment toutes les formes de coopération, à savoir Nord-Sud, Sud-Sud et la coopération triangulaire, peuvent-elles être renforcées pour promouvoir la croissance économique, l'emploi et le travail décent pour tous ? » à New York ;
- Participation au séminaire de renforcement intégré de la revue nationale volontaire et reports sur l'agenda 2030 et l'agenda 2063 au 4^e session du Forum régional Africain pour le développement durable à Dakar (Sénégal) le 02 Mai 2018 ;
- Participation au panel de haut niveau intitulé « Pathways for Peace ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Le REPAOC travaille étroitement avec l'Office des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) en participant au Groupe de travail femmes, jeunes, paix et sécurité en Afrique de l'Ouest et le Sahel (GTFJPS-AOS) ;
- De 2015 à 2017, le REPAOC a dirigé conjointement avec le [Haut-Commissariat pour les réfugiés \(HCR\)](#) du Groupe de travail protection inter-agences pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour travailler sur la question des apatride ;
- Participation à la conférence ministérielle sur l'apatride du 22 au 25 Février 2015 en Côte d'Ivoire.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

En partenariat avec l'Université Virtuelle Environnement et Développement Durable (UVED), le REPAOC a élaboré une vidéo de plaidoyer sur « Les Objectifs de Développement Durable peuvent-ils structurer l'action de la société civile »

13. Solidarité Suisse-Guinée

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

Solidarité Suisse-Guinée (SSG) est une organisation non- gouvernementale basée à Genève, qui a pour but la lutte contre la pauvreté, avec la recherche d'un développement économique, social, environnemental, durable en renforçant la démocratie et la promotion des droits de l'homme en Guinée.

Elle est reconnue par la structure d'accueil des ONG genevoises, le CAGI. Elle est également au bénéfice du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies et auprès de l'ECOSOC de l'Union Africaine depuis décembre 2018. Elle participe d'une manière active aux trois sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme de l'ONU et est aussi présente dans diverses manifestations genevoises, communales ou privées. En Guinée, elle est officiellement reconnue comme ONG depuis 2012, suite au renouvellement en 2016 pour 4 ans de la convention d'établissement signée avec le Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation. Elle est également liée par un partenariat au

Ministère des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l'Enfance et est en train de nouer des partenariats avec les communes urbaines de Labé et Pita.

Objectifs

- Promouvoir un développement durable ;
- Favoriser la mobilisation des populations et des ressources locales autour de projets élaborés à partir d'une large participation des populations concernées ;
- Mener à terme les projets de développement qui auront trouvé un financement international en Suisse ;
- Renforcer les groupements villageois, les coopératives condition féminine et de l'enfant.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Implantation de moulins à céréales ;
- La création d'un Centre d'apprentissage pour la couture, la broderie, la saponification, la teinture et l'alphabétisation pour les jeunes filles et femmes déscolarisées et non scolarisées. L'énergie solaire est utilisée au centre de formation de couture depuis 2018 ;
- La formation à l'hygiène et la distribution de kits sanitaires aux femmes restauratrices pendant l'épidémie à Virus Ebola ;
- Distribution du matériel scolaire en 2018 ;
- Appui à la consolidation de la culture maraîchère et de la teinture ;
- Communication pour la prévention des mutilations génitales féminines (2015 et 2018) ;
- La construction d'un Centre pour la réinsertion des enfants orphelins et abandonnés à Labé (2016-2017) ;
- Renforcement des groupements féminins autour des activités génératrices de revenus (2018) ;
- Parrainage de cinq enfants en besoin, leur rendant l'accès à l'école possible et en les équipant avec les soins de santé nécessaires (2015-2018).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Présence aux sessions du Conseil des Droits de l'Homme :

- 2015 : 30^e Session des droits de l'homme en septembre : 1 intervention ;
- 2017 : 36^e Session en septembre : 3 interventions ;
- 2018 : 37^e Session en février-mars : 4 interventions ;
- 2018 : 39^e Session en septembre : 2 interventions.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Participation aux réunions à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Union internationale des

télécommunications (UIT), ONU-Femmes, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ;

- En 2016, 2017 et 2017, l'Office des Nations Unies à Genève a fait trois dons de matériel informatiques soient 415 ordinateurs bureautiques et une vingtaine de portables et des imprimantes. qui ont été transportés et distribué à des écoles et ONG. 200 ordinateurs à Conakry et 215 à Labé.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim :
 - Le projet des maraîchères avec l'idée d'autonomisation, au niveau de production agricole, lutte contre la faim et la pauvreté ;
 - L'alphabétisation et la formation des jeunes femmes à la couture et à d'autres activités professionnelles.
2. Assurer l'éducation primaire universelle :
 - Envoi d'un container avec des ordinateurs, du matériel didactique et des livres à des écoles de Labé et de Conakry.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes :
 - La SSG soutient les campagnes pour la prévention des mutilations génitales féminines dans tout le pays et offre une formation autre aux exciseuses.
4. Réduire la mortalité infantile :
 - La SSG envoie du matériel médical venant de Suisse. La SSG a également construit un centre pour la réinsertion des enfants orphelins et abandonnés à Labé.
5. Améliorer la santé maternelle :
 - La SSG soutient des femmes victimes de violences et les accompagne de près.
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies :
 - La SSG envoie des médicaments de Suisse en Guinée et organise des formations et journées d'information, par exemple sur le virus Ebola ou le sida.
7. Assurer un environnement durable :
 - Le travail avec les maraîchères et les donations des moulins pour l'extraction de beurre de karité va dans le sens du respect à l'environnement et de la production locale. L'énergie solaire est utilisée au centre de formation de couture depuis 2018.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement :
 - La SSG collabore étroitement avec les autres ONG du pays et se rend régulièrement aux sessions de l'Union Africaine et d'autres organes de l'ONU.

14. SOS Éducation

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

SOS Education est une organisation non gouvernementale dont le siège est à Abidjan en Côte d'Ivoire. Ses activités sont purement locales, nationales et interviennent dans les domaines de l'éducation, la santé, l'alimentation, les droits humains, l'environnement et le développement social.

Objectifs

SOS Education a pour but de contribuer à un monde meilleur qui prend en compte les valeurs humaines et l'environnement. Son objectif principal est de lutter contre la pauvreté grâce à l'éducation des populations démunies.

Ses objectifs généraux sont :

- Promouvoir la culture du travail, de la non-violence et le respect des valeurs éducatives en milieu scolaire ;
- Porter assistance et secours aux élèves et enseignants démunis ;
- Fournir des denrées et des médicaments aux structures scolaires ;
- Encourager le gouvernement dans sa politique de scolarisation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Nous avons contribué par écrit à plusieurs travaux malgré quelques difficultés :

- La 16^e session de la LCPE pour les ONG au statut consultatif de l'ECOSOC qui avait pour thème : « Assurer une mise en œuvre efficace des objectifs de développement durable : leadership, actions et moyens ».
- La 61^e session de La **Commission de la condition de la femme** des Nations Unies (CSW) du 13 au 24 mars 2017 à New York qui avait pour thème : “L'autonomisation économique des femmes dans le monde du travail en mutation”.
- La 16^e session de l'instance permanente de L'ONU sur les questions autochtones du 24 avril au 5 mai 2017 à New York.
- La 13^e session du comité sur les disparitions forcées du 4 au 15 septembre 2017 à Genève.
- La 56^e session de la Commission du développement social du 29 janvier au 7 février 2018 à New York.

Ce sont donc autant de sujets auxquels nous avons contribué modestement. Il s'agissait pour nous de donner nos opinions sur chacun de ses sujets. Nous pensons que cette contribution a été utile au cours des travaux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous n'avons pas encore participé physiquement aux travaux des Nations-Unies pour une seule et unique raison : l'obtention du visa qui demeure encore très difficile dans les consulats européens et américains.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous avons envoyé des notes de coopération avec le [Fonds des Nations Unies pour l'enfance \(UNICEF\)](#) et l'[Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture \(UNESCO\)](#). Nous attendons toujours d'être reçu par ces organes.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Nos actions ont été menées à deux niveaux : l'autonomisation des femmes et la scolarisation basée sur le genre.

15. Union de l'action féminine

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

La mission de l'organisation est d'instaurer l'égalité entre les sexes, afin que les femmes et les filles puissent jouir de leurs droits fondamentaux : économiques, sociaux, civiques, politiques, environnementaux et culturels. L'organisation aspire à un développement durable dans un contexte de paix, de sécurité pour tous et toutes.

Objectifs

- Combattre toutes formes d'inégalité dans la société dans tous ses aspects ;
- Éliminer toutes les formes de discrimination à l'origine des violences ;
- Éradiquer la violence à l'égard des femmes et des filles ;
- Promouvoir une éducation de qualité pour les filles ;
- Faciliter l'accès des femmes et des filles à la technologie, à la formation professionnelle, à la science et aux technologies de pointe ;
- Faciliter l'accès aux ressources naturelles, à la propriété et à la finance.

Changements à signaler

Changement au niveau de notre dénomination. Notre ONG l'Union de l'Action Féminine s'appelle désormais union de l'Action Féministe depuis la tenue de son dernier congrès en 2015 et dont nous vous avons envoyé le statut.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Participation à la 61^e, 62^e, et 63^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW) par l'organisation de panel. En 2017, organisation d'un panel sur les changements climatiques et de la résilience des femmes vivant dans le sud marocain ;

- L'organisation est membre du caucus WRC, du Women's Major Group et participe aux sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Une de nos sections a déjà travaillé avec ONU Femmes, cependant le projet a touché à sa fin. Coopération avec le [Fonds des Nations Unies pour la population \(FNUAP\)](#) et le [Programme des Nations Unies pour le développement \(PNUD\)](#).

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

- Campagne de plaidoyer nationale pour le changement du code de la famille pour la sensibilisation et la mobilisation en vue d'un changement profond qui impactera l'instauration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes
 - Objectif de développement durable (ODD) 4 : Éducation de qualité
 - Objectif de développement durable (ODD) 5 : Travail mené sur le plan national, local mais aussi régional.
-